

Aux marges du réseau : pratiques d'autonomisation de l'accès à l'eau potable des populations aisées et de classes moyennes à la périphérie de Douala (Cameroun)

Douala s'est développée de manière spectaculaire aux lendemains de l'indépendance du pays en 1960. L'urbanisation rapide de la ville s'illustre à travers quelques chiffres. En 1960, elle compte environ 150 000 habitants. Cette population passe à 476 000 en 1976 pour atteindre 809 952 habitants en 1981 (CUD, 2005).

Le milieu de la décennie 1980 est marqué par le début de la crise économique. Des perturbations d'ordre structurel entraînent la baisse du niveau de vie des populations et accentuent les migrations principalement vers les grandes villes dont Douala, le pôle de développement économique. Aujourd'hui, sa population est estimée à environ 3 000 000 d'habitants.

La forte croissance démographique se traduit par une occupation rapide de l'espace qui échappe à toute planification urbaine. L'espace urbain occupé a presque doublé en moins de trois décennies.

Cet étalement urbain couplé à l'augmentation de la population entraîne une demande importante de services urbains. L'accès des populations à l'eau potable représente un défi majeur de planification urbaine, au sein d'une politique d'Etat néo-patrimonialiste (Bayart, 1979, 1989)¹.

Au cours de la décennie 1990, le secteur de l'eau est soumis à des réformes, impulsées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Elles soutiennent la thèse du réseau conventionnel, seul capable d'assurer la généralisation du service et l'intégration urbaine.

Aujourd'hui, il ressort de l'analyse des relations entre le réseau et les espaces urbanisés que les réformes en Afrique subsaharienne particulièrement n'ont pas atteint les résultats escomptés et ont engendré la fragmentation urbaine. A l'offre inadaptée du réseau, répondent des offres non conventionnelles qui se développent aux marges du réseau officiel.

La présente contribution va au-delà des rapports entre les populations pauvres et l'eau. Elle s'intéresse particulièrement aux pratiques et espaces des populations aisées et de classes moyennes à la périphérie de Douala, de plus en plus autonomes d'un service public d'intérêt

¹ Lieu privilégié d'accès au privilège et au pouvoir, la politique néo-patrimonialiste de l'Etat a contribué à aggraver les inégalités, confinant les richesses entre les mains d'une minorité.

général. Parallèlement au réseau officiel, se développe à la périphérie une véritable économie de l'eau, gérée par un entrepreneuriat privé et informel. Il met en place des dispositifs individuels et des mini-réseaux de production et de distribution d'eau, plus ou moins sophistiqués.

Il s'agit aussi, dans un contexte de décentralisation, d'analyser l'existence sur le territoire de l'eau d'une multiplicité d'acteurs institutionnels, la divergence des intérêts et les tensions qui en résultent et sont révélateurs des contradictions de politiques publiques.

Quel regard les pouvoirs publics portent-ils sur ce nouveau marché de production et de distribution d'eau urbain ? Peut-on aujourd'hui relativiser le débat sur la portée universelle du modèle conventionnel de réseau et mener une réflexion dans le sens du renouvellement de l'action politique ? La coexistence des systèmes de desserte différenciés est-elle possible et à quelles conditions?

Ce questionnement mérite une réflexion approfondie dans l'optique de comprendre le devenir du réseau conventionnel au Cameroun et les enjeux de gestion et de préservation de la ressource en eau.

Références bibliographiques

Communauté urbaine de Douala (CUD), 2005, Plan directeur d'urbanisme, Douala, CUD.

Jean-François Bayart, 1985, *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de Sciences Po.